

Nouvel Observateur 19 novembre 1964

Oppenheimer par Jean Vilar

DÈS 1954 je me suis passionné pour cette affaire. Ce savant qui, en pleine connaissance de cause, avait mis au point la bombe «A» en temps de guerre, puis qui avait refusé de continuer ses recherches sur la bombe «H» en temps de paix et qui, victime du maccarthysme, était accusé de connivence avec le parti communiste, c'était un homme de ma génération. Moi aussi, toutes proportions gardées, entre 1952 et 1951, j'ai été accusé d'être communiste. Un sénateur a déclaré que les week-ends du T.N.P. étaient un «repaire de communistes». Dès cette époque j'ai découpé tous les journaux, j'ai lu tous les livres concernant l'Affaire Oppenheimer.

Cyrano et Chanteclerc

Le destin d'Oppenheimer, quand on lit les minutes de son procès, n'est pas seulement lié à l'histoire de la bombe, c'est dans l'ordre politique, le destin même de toute une génération.

Que la fraction la plus vive et la plus courageuse, la moins égoïste de cette génération, ait démarré dans la vie, à vingt ans, en exprimant ou en combattant physiquement les idées et les espoirs de la gauche et de l'extrême gauche, trotskysme compris, cela est évident. L'histoire de la France n'est pas uniquement celle des institutions, celle de «Gnome et Rhône», voire celle de «Cyrano de Bergerac» ou de «Chanteclerc». Les plus indifférents, humiliés ou non par la misère, et même les pantouflards, étaient alors eux aussi, sensibles à cette montée de la gauche et de l'extrême gauche, dont le plus haut fut, en ce qui concerne la France, l'établissement efficace (et brouillon, j'en demande pardon) du Front populaire.

Revenons au docteur Oppenheimer. Il n'a jamais caché — fût-ce au moment où on lui confie le projet alors secret de Los Alamos — son appartenance au moins sentimentale à cette gauche. Le drame — et je ne vois pas d'autre mot — le drame surgit quand le gouvernement fait «risette» au gauchiste et lui demande, ne pouvant se priver de ses talents, de prendre, d'accéder à une responsabilité nationale. Alors commencent les saloperies. Je ne puis m'exprimer autrement.

Travaillant depuis plus de deux mois sur les minutes de ce procès, je me suis posé la question : « Et si le docteur avait refusé la direction de Los Alamos, les polices et le F.B.I. l'auraient-ils lâché pour autant ? »

C'est alors que, peut-être, sa vie civile eût été impossible. Au moment même où le gouvernement de son pays offre à cet homme l'une des plus

hautes et extraordinaires tâches —ou devoirs — de la guerre, il emprisonne chez cet homme son destin et sa liberté de pensée. On affirme que les rapports (le «record») concernant Oppenheimer atteignent dans les Archives du très célèbre F.B.I. — O filins policiers de notre enfance ! —la hauteur d'un homme.

Ni Galilée, ni Dreyfus

Je suppose qu'il existe toujours de par le monde un homme qui, symbole des contradictions de son temps, en assure, le voulant ou non, la responsabilité. Bien sûr, cela finit toujours devant le regard glauque de la justice. Cependant, ce n'est pas à l'Affaire Dreyfus que l'Affaire Oppenheimer fait songer et les frères Aslop (1) ont tort, à mon avis, de rappeler le capitaine en parlant du savant. Ce n'est pas non plus au procès de Galilée. Comme Bertholt Brecht l'a si intelligemment noté, ce sont tous les savants atomistes — Einstein compris — et non seulement Oppenheimer qui, dans le dilemme, sont concernés par l'affaire de Hiroshima, suites comprises. Dans les minutes dut procès, les témoignages du grand savant Bethe, de l'universitaire et ambassadeur Conant en font foi. Et bien d'autres encore.

L'atome et la justice

Ce à quoi l'on songe inévitablement quand on travaille et passe des journées entières sur ce «Washington Hearing» c'est à l'histoire de ces trente dernières années, à l'histoire belliqueuse non pas seulement des intérêts et du conflit Capital-Travail, mais à celle, violente, des idées.

Quand on lit, effaré, les questions d'ordre personnel, d'ordre intime qui sont posées au docteur Oppenheimer, à Teller, aux savants, aux diplomates, aux généraux et aux officiers du contre-espionnage, on se dit, et bien sûr non sans tristesse, que le progrès — au moins en ce qui concerne la conscience, se fait attendre -, que les procès du Moyen Age ou d'Athènes ne sont pas tellement éloignés de nous, que l'Inquisition, si elle ne détruit pas toujours les corps, sait savamment anéantir un caractère. Si tel homme, tel soir, a passé la nuit avec telle femme, alors voilà la sécurité nationale en danger.

J'ai rédigé mon texte d'après les minutes très officielles de ce procès de mai 1954 à Washington. Je regrette et m'étonne que le livre officiel du gouvernement des Etats-Unis n'ait pas été traduit et édité en français, ne fût-ce que sous forme anthologique. Si la liberté est toujours le souci du plus grand nombre, le plus grand nombre y lirait ce dont est toujours menacé un homme libre.

«Je crains que ce qui soit mis en cause ce ne soit pas le docteur Oppenheimer, mais la justice de notre pays », dit l'avocat du savant. Pour ma part, j'ajouterai que ce qui est en cause, c'est la justice même :

jusqu'où elle peut aller dans un pays si démocratique soit-il. Je voudrais que cette nouvelle forme de théâtre conduise les hommes à la vigilance.

Quand je dis «nouvelle forme de théâtre» je devrais plutôt dire «renouveau» d'une forme de théâtre. Après tout, Aristophane mettait bien en scène Socrate de son vivant. Mais on avait oublié cette possibilité. Désormais, je m'efforcerai de trouver de grands sujets contemporains comme celui-ci et de les mettre en scène afin que tout le monde, par l'intermédiaire du théâtre, soit jeté dans le bain.

Plongeons le théâtre dans le monde actuel, et il en sortira plus vigoureux. Jusqu'à présent, c'était le privilège du journalisme, du livre, du cinéma, et de la télévision de plonger les gens dans des problèmes qui les concernent. Pourquoi le théâtre serait-il le parent pauvre sur ce plan ? Une pièce-document telle que celle-ci est une pièce ouverte. Elle ne prend pas position. Elle expose des faits que tout adulte doit connaître : le problème de l'atome, dont nous dépendons tous, et le problème de la justice.

(1) N.D.L.R. : Les célèbres commentateurs politiques américains avaient rédigé un article de 20 pages dans «Harper's Magazine» intitulé «We accuse ».